



Macron, intensifie la guerre économique contre les travailleur·euses...

et les chomeur·euses en particulier !

Dans son discours du 8 novembre 2021, Emmanuel Macron, a remis sur le devant de la scène l'attaque sur l'assurance chômage, attaque concertée de l'Etat et des capitalistes commencée depuis 2019. En affirmant que depuis un mois une réforme est en cours il affiche son mépris de classe : il ignore volontairement que ce n'est que le dernier volet d'une réforme qui a commencé avant le premier confinement, et que depuis longtemps des centaines de milliers de travailleur·euses voient leurs conditions économiques et sociales empirer. **En affirmant que l'inactivité paye plus que le travail, Macron sert la soupe du patronat : les sans-emplois gagneraient plus que les salarié·es. Impossible, quand on sait que l'indemnité ne peut être supérieur à 75% des salaires précédemment touchés, et d'une violence symbolique inouïe au regard de la nouvelle méthode de calcul de l'indemnisation qui réalise la volonté de celles et ceux qui nous exploitent : travailler plus pour gagner moins dans des conditions dégradées.** En affirmant vouloir renforcer la chasse, le contrôle et la radiation des chômeur·euses, le Président de la république fait des personnes sans-emplois les boucs-émissaires d'un système où contrats courts ou précaires riment avec faibles rémunérations et cela pour des secteurs entiers du salariat et du prolétariat : les premiers et premières de corvées du capitalisme, celles et ceux qui font tourner le pays.

Ces nouvelles attaques ne concernent pas que les seul·es chômeur·euses : **comme pour les retraites, toutes les personnes salariées sans exception seront victimes de ce système. Par ces « réformes » l'Etat entend accentuer la pression sur les**

travailleur·se-s et les salaires, à une époque où les capacités d'intégration du capitalisme se restreignent. Le travail, dans la mesure où il nous permet d'obtenir l'argent indispensable à notre survie dans cette réalité, devient de plus en plus un devoir et le fait de toucher une indemnité chômage une exception.



En baissant le montant de l'A.R.E., ils nous appauvrissent ; en rallongeant la durée de cotisation, ils nous forcent à subir plus longtemps des conditions de travail merdiques ; en renforçant les contrôles et radiations, ils nous forcent à accepter des offres indécentes sous peine de voir priver de ressources, tout en sachant qu'une bonne partie des offres d'emplois disponible via Pole-Emploi sont bidons ou illégales, comme l'a montré une récente étude de la CGT Chômeurs-Précaires. Tous les temps partiels à l'année (saisonniers, CDD, Intérimaires...), vont voir leur indemnisation réduite, voire n'y auront plus droit : comment exclure du système les plus précaires ?! Les secteurs les plus créateurs de chômage et de précarité en terme de salaire et type de contrat (logistique ; restauration ; grande distribution ; nettoyage ; bâtiment ; industrie ;

culture ; social...), sont des secteurs aux conditions de travail difficiles où les exploitées cherchent en permanence à joindre les deux bouts. Et après, ils et elles viennent nous dire que la main d'œuvre manque dans la restauration, la logistique ou le bâtiment : qu'ils viennent passer une journée debout pour servir des plats ; trier, livrer des colis ou brasser des matériaux pour des miettes de salaires. Parmi les précaires, **les femmes seront les plus touchées par cette « réforme », car ce sont elles qui subissent le plus les temps partiels, les carrières discontinues et les faibles rémunérations.**

Main dans la main, **l'Etat capitaliste et le patronat continuent de percer des trous dans la coque pour nous dire que le bateau coule alors que c'est pour accroître leurs profits.** Les sans-emplois coûteraient trop cher et cette « réforme » permettrait d'économiser à peine plus d'un milliard : ils et elles nous font payer leur crise. **Tout en sachant que le patronat ne paye pas sa part, via de multiples exonérations de cotisations patronales, c'est le financement de la caisse d'assurance chômage (mais aussi des caisses maladies et retraites et tout ce qui fait le système de sécurité sociale collective) qui se voit réduit :** on coupe certaines sources et on dit que le système n'est plus fiable car il est en déficit. Le néolibéralisme crée les conditions de dégradation et d'appauvrissement dont il nous accuse et que nous subissons. Alors que les récentes analyses économiques et politiques relayés par les médias, s'accordent à dire que la « légendaire croissance » serait de retour et plus forte que prévue, le « ruissellement » n'aura pas lieu, bien au contraire : **en faisant des plus précaires la cible de leur guerre économique, les capitalistes ne font qu'appauvrir et détériorer nos conditions de vie.**

REVENDIQUONS !

C'est pourquoi c'est à nous, travailleur·euses du privé ou du public, avec ou sans qualifications ou diplômes, avec ou sans papiers, de nous organiser et de lutter contre cette attaque et toutes les autres ! Nous n'aurons que ce nous leurs prendront, de grès ou de force ! Tant qu'on nous forcera à travailler, imposons nos conditions de travail et d'indemnisation ! C'est pourquoi, à la CNT-SO nous réclamons et revendiquons :

- **L'annulation de la réforme de l'assurance-chômage et la mise en place de réels financements patronaux de l'assurance-chômage : aux exploiters de payer !**
- **La hausse du SMIC et de tous les bas salaires par la réduction drastique des écarts salariaux ; l'intégration au salaire des toutes les primes qui ne rentrent pas dans le salaire réel : gagner plus pour celles et ceux qui ont le moins et qui sont les plus nécessaires !**
- **La réduction du temps de travail SANS perte de salaire : travailler moins car le travail ne doit pas être un devoir mais un moyen !**
- **La hausse de tous les minima sociaux et l'élargissement des conditions d'accès aux aides sociales (RSA ; allocation adulte handicapé ; aide au logement et à la parentalité ; minimum retraite...)**

**Non à la destruction de l'assurance chômage ! Pas de droit au travail sans un haut niveau d'indemnité chômage et de protections collectives ! Non à la dégradation des condition d'exploitation !
Vive la lutte sociale, vive le prolétariat, luttons pour gagner !**

